

Lutte contre la fraude : le numérique, levier d'action des services publics

Par [Benoît Parizet DGA de Docaposte, en charge du secteur public](#)

Dans cette tribune, **Benoît Parizet** revient sur la lutte contre la fraude et défend le numérique comme levier décisif : vérification d'identité à distance, contrôle documentaire et analyse de données pour "connaître ses fraudeurs", et recours à l'IA, le tout via des solutions souveraines hébergées en France.



Fraude fiscale, sociale, douanière, aux aides publiques... : la fraude est un fléau qui prend diverses formes et génère un manque à gagner énorme chaque année. En plus de son impact économique direct, elle nuit à la confiance des citoyens envers les institutions et affaiblit l'efficacité des politiques publiques.

La fraude sociale, en particulier, touche un grand nombre d'opérateurs et d'acteurs publics qui doivent lutter contre des pratiques d'usurpation d'identité et d'usages de faux documents. Les chiffres donnent le tournis : la fraude aux aides sociales représente à elle seule 4 à 8 milliards d'euros chaque année, selon les derniers chiffres de la Cour des Comptes.

Face aux méthodes traditionnelles de contrôle qui montrent leurs limites, le numérique est un allié dont le secteur public doit s'emparer. Il offre une réponse puissante pour détecter de manière plus fine et ciblée, pour prévenir et sanctionner les fraudes.

La vérification d'identité, premier levier pour instaurer la confiance

Il existe aujourd'hui des solutions qui tirent parti des dernières avancées technologiques pour répondre efficacement aux défis actuels en matière de fraude. Elles permettent de renforcer la sécurité, d'améliorer les processus et de garantir l'intégrité des transactions pour lutter contre toute forme de falsification.

L'identification à distance fait partie des premiers remparts, en venant répondre à une question fondamentale : "comment s'assurer que le citoyen derrière l'écran est bien celui qu'il prétend être ?".

En effet, la multiplication des démarches en ligne impose une réponse fiable à cette question, condition sine qua non pour éviter les falsifications ou les usurpations d'identité visant à obtenir par exemple des financements publics ou des aides de manière illégale.

En France, des solutions efficaces et robustes existent : L'Identité Numérique La Poste, par exemple, assure une identification forte et sécurisée à distance, trace et sécurise chaque démarche administrative. Elle représente un moyen simple et efficace de renforcer la confiance mutuelle entre les services publics et les citoyens.

Connaître les fraudeurs pour mieux les contrer

Il est indispensable que les acteurs du monde public s'appuient sur des partenaires de confiance experts dans la vérification d'identité à distance, mais également dans la gestion des documents et disposant de capacités industrielles de détection de faux, comme Docaposte, filiale numérique de La Poste.

Les dispositifs ad hoc éprouvés, avec des "enquêteurs" et des capacités d'analyse de données poussées et dédiées, leur permettent en effet de répondre à l'un des grands enjeux de la fraude sociale qui consiste à connaître son fraudeur : "Know your frauder".

Plusieurs typologies de fraudeur coexistent. Les "petits fraudeurs" qui usent de faux documents ou de faux arrêts de travail, par exemple. Les fraudeurs plus "professionnels", qui disposent d'outils pour crédibiliser leurs démarches frauduleuses et créent ainsi, par exemple, des faux comptes et fausses déclarations de manière quasi-industrielle dans l'intention de toucher des aides comme le CPF.

Enfin, les "mafias", à savoir des groupes qui réalisent et coordonnent des attaques sophistiquées en utilisant des moyens variés tout en tentant de masquer leurs activités.

Le numérique, allié stratégique pour une réponse plus efficace

Chaque nature de fraudeur exige des moyens spécifiques. Se doter de moyens techniques et humains ne s'improvise pas, qu'il s'agisse de déceler et d'analyser des alertes, ou qu'il s'agisse d'analyser des données finement afin de faire le tri entre ce qui relève d'actions et d'auteurs légitimes et ce qui relève de l'ordre du frauduleux. Là encore, confier cette mission à des experts en matière de lutte contre la fraude, disposant de larges capacités d'analyse de données, de Data Analysts et de Data Scientists, est un choix pertinent pour les acteurs publics. Des acteurs comme Docaposte peuvent les accompagner grâce à des outils puissants comme FraudIA, sa solution d'intelligence artificielle qui aide à identifier des transactions douteuses.

En matière d'intelligence artificielle, les exemples éloquentes ne manquent pas pour illustrer les bénéfices qu'elle peut apporter. L'un des exemples les plus éloquentes est certainement la réduction de 30 % de fraudes fiscales pour la DGFIP dans certains départements pilotes. Au total, l'IA a contribué à la mise en recouvrement de 2,5 milliards d'euros de droits et pénalités en 2024, soit 400 millions d'euros de plus en un an.

L'IA est une technologie précieuse quand il s'agit de détecter des anomalies dans le cadre de la fraude, à une échelle bien plus vaste que les méthodes manuelles ne le permettent.

Le choix différenciant de la souveraineté technologique

Plus que de simples outils, les solutions numériques sont des instruments de prévention et de détection efficaces au service de l'intérêt général. À une condition : qu'elles soient souveraines, sécurisées, hébergées et développées en France.

En portant leur choix sur des solutions comme celles proposées par Docaposte, les acteurs publics s'assurent de ne pas exposer leurs données sensibles – notamment fiscales et sociales – à des lois extraterritoriales. C'est la garantie d'éviter tout risque de manipulation ou de collecte abusive par des acteurs extérieurs.

Aujourd'hui s'appuyer sur des outils numériques pour lutter contre la fraude n'est donc plus seulement une question technique, mais aussi un acte politique au service du renforcement du lien entre l'administration publique, les citoyens et les entreprises. Car les pertes colossales engendrées par la fraude pèsent certes sur des budgets publics déjà sous tension mais elles alimentent au passage la défiance des citoyens.

Lutter contre la fraude c'est bien sûr protéger les finances publiques, mais c'est aussi restaurer un impératif de confiance et d'efficacité pour nos services publics.